

Ce nouveau groupe aurait prévu de s'en prendre aux services de sécurité et aux touristes dans plusieurs villes du royaume.

Le Maroc a fait avorter un projet terroriste de grande envergure visant à faire exploser des sites stratégiques dans plusieurs villes, a annoncé le ministère de l'Intérieur le lundi 5 novembre.

Huit membres d'un nouveau groupe issu des rangs d'Ansar al-Sharia ont été arrêtés à Rabat et dans d'autres villes pour avoir planifié des attentats contre "des bâtiments sensibles, les sièges de la sécurité et des sites touristiques", a précisé le ministère.

Baptisée "Ansar al-Sharia au Maghreb islamique", cette cellule cherchait à obtenir un soutien matériel et militaire de ses alliés d'al-Qaida dans le nord du Mali, a-t-il ajouté.

Cette cellule se composait d'un ancien prisonnier salafiste djihadiste et militant lié à al-Qaida, connu pour ses connaissances en matière d'explosifs, ont indiqué les services de renseignements de la Direction de la surveillance du territoire (DST).

Ces arrestations ont eu lieu moins d'une semaine après que la police eut démantelé une autre cellule terroriste qui envisageait de mettre en place un camp d'entraînement dans les montagnes du Rif et de "mener des actions terroristes contre les autorités publiques".

Cette opération a également eu lieu moins de deux semaines après l'arrestation de Hassan Younsi, le fondateur de la "Coordination d'Ansar al-Sharia au Maroc".

Ce nouveau groupe s'était fait connaître le 17 septembre par l'ouverture d'une page sur Facebook et la publication d'un document doctrinaire sur des forums djihadistes.

Younsi, qui vit à Salé, avait été arrêté le 21 octobre à Tétouan, dans le nord du Maroc, après avoir rencontré Sheikh Omar Hadouchi.

Il avait demandé à ce dernier de l'aider à résoudre le conflit qui l'opposait aux responsables de la "Coordination pour la défense des prisonniers islamistes au Maroc", parmi lesquels d'anciens combattants djihadistes marocains revenus d'Afghanistan.

Mais Hadouchi avait toutefois désa-

voué "Ansar al-Sharia au Maghreb islamique", mettant en garde les salafistes djihadistes contre le fait de rejoindre ce nouveau groupe.

On ne sait pas encore si Younsi est le leader de la cellule démantelée le 5 novembre.

"Les responsables en charge de la sécurité ont surveillé de très près les mouvements des extrémistes, et sont intervenus au moment opportun pour tuer ces cellules terroristes dans l'oeuf avant qu'elles ne puissent passer à la phase de mise en oeuvre de leurs plans", a déclaré le chercheur marocain Driss Ksouri à Magharebia.

Cet analyste a lié l'apparition du mouvement Ansar al-Sharia dans la région à deux facteurs. Le premier est le transfert de la direction d'al-Qaida à Ayman al-Zawahiri après la mort d'Oussama ben Laden. Contrairement à ben Laden, qui visait les puissances occidentales, al-Zawahiri s'est toujours attaché à combattre les régimes et les dirigeants arabes de la région.

Le second facteur est le Printemps arabe, qui a porté des islamistes modérés au pouvoir. Selon Ksouri, les mouvements islamistes les plus radicaux se sont tournés vers Ansar al-Sharia, tandis que les factions plus modérées ont "accepté les règles du jeu politique pour bénéficier des retombées du Printemps arabe".

"Le nom d'Ansar al-Sharia en lui-même implique que la seule chose en mesure de satisfaire ces mouvements est la mise en place d'un califat et l'application de la sharia", a ajouté Ksouri.

"Toute autre chose, notamment la démocratie, les constitutions, les élections, les parlements et les lois édictées par les hommes, sont considérées comme relevant du kufir et de la laïcité, contre lesquels ils luttent", a-t-il conclu.

Par Mawassi Lahcen
pour Magharebia.com

Manoeuvres antiterroristes "5+5"

L'Algérie, le Maroc et plusieurs pays européens ont participé à un exercice régional de défense aérienne qui vient toute juste de s'achever.

L'armée algérienne a participé la fin du mois dernier à des exercices aériens multinationaux dans le cadre de l'initiative de défense "5+5".

Des États du Maghreb et de l'Union européenne ont participé à cet exercice de sécurité aérienne, baptisé "Circaete 2012", qui s'est déroulé le mardi 30 octobre. Cette sixième opération annuelle avait pour objectif de renforcer les capacités de combat des forces aériennes, dans l'hypothèse où elles soient amenées à contrecarrer le déroulement d'une opération terroriste de détournement d'un avion de ligne civil.

Les contrôles et la surveillance se sont par ailleurs intensifiés dans les aéroports algériens et européens. Les différentes autorités en charge de la sécurité ont coordonné leurs efforts à travers des contacts permettant l'identification d'individus susceptibles de présenter une menace pour l'aviation.

L'exercice de l'initiative "5+5", géré par le centre des opérations de défense aérienne de Réghaia, à l'est d'Alger, s'est déroulé sous le contrôle de haut responsables algériens de la défense aérienne, de leurs homologues marocains et d'autres participants.

Ces manoeuvres se sont déroulées sur la base d'un scénario prévoyant le décollage de deux avions cargos, le premier du Maroc et le second d'Algérie, pénétrant dans l'espace aérien des pays concernés et constituant une menace aérienne non militaire dans la zone d'intérêt mutuel des pays membres de l'initiative "5+5".

Des avions de chasse ont intercepté ces deux appareils "suspects", conformément aux recommandations de l'Organisation internationale de l'aviation civile. Cet exercice de six heures a été suivi d'une session de travail réunissant toutes les équipes impliquées, afin d'évaluer les résultats de la manoeuvre.

Le colonel Omar Sarhan, chef de la cellule de liaison des forces aériennes algériennes, a déclaré que "l'exercice s'est déroulé en deux phases distinctes, exécutées simultanément". Les pays membres de cette initiative ont été répartis deux groupes : L'un "oriental", englobant l'Algérie, la Tunisie, l'Italie et la France, et l'autre "occidental", comprenant le Maroc, l'Espa-

gne et le Portugal.

Le colonel Sarhan a par ailleurs souligné que l'objectif de cet exercice était "d'assurer le suivi de la coopération dans les domaines de la sûreté et de la sécurité aériennes, conformément au manuel pratique des procédures communes". Il a ajouté que cette manoeuvre avait également pour objectif de "soutenir le renforcement des expériences acquises lors des précédents exercices et l'amélioration de la coopération et de la coordination dans le traitement d'un cas réel représentant une menace terroriste aérienne".

"L'exercice militaire auquel l'Algérie a participé pour la sixième fois a eu pour objectif d'évaluer le niveau de préparation des forces aériennes algériennes et de leurs capacités à gérer, de façon rapide, toute attaque terroriste impliquant l'utilisation d'un avion civil", a expliqué à Magharebia Tahir Bin Thamer, ancien officier de l'armée.

Il a ajouté que ces manoeuvres "permettent d'évaluer le niveau de coordination entre les pays dans la lutte contre le terrorisme aérien ou le terrorisme transaérien, face aux tentatives visant à pénétrer dans l'espace aérien d'un pays avec pour but de saper les services de défense des pays de la région".

Bin Thamer a indiqué qu'une coopération continue de cette ampleur entre les pays concernés confirme "l'engagement des Etats membres de ce groupe à travailler ensemble et à se consulter sur les questions d'intérêt mutuel, tout en prenant en considération les inquiétudes liées à la sécurité de chaque partenaire impliqué dans cette initiative".

Les autorités en charge de la sécurité appliquent d'ores et déjà des mesures strictes dans les aéroports algériens, en particulier à l'aéroport international d'Alger, le plus important en termes de nombre de passagers dans le pays. De telles mesures ont permis aux autorités de déjouer trois tentatives de détournement d'avions appartenant à Air Algérie au cours des cinq dernières années.

Les responsables algériens de la sécurité ont également constitué une liste comportant les noms d'individus susceptibles de représenter une menace pour la sécurité aérienne. Cette liste est régulièrement remise à jour dans le but de déjouer toutes les tentatives, de la part d'éléments suspects, de pénétrer dans des avions décollant du territoire algérien.

Par Walid Ramzi pour Magharebia.com